

Fonction publique de demain : Réformer avec la République, pas contre elle

La « Revue stratégique de la fonction publique » lancée par le gouvernement pose des questions légitimes. La France vieillit, ses services publics doivent s'adapter, et il serait irresponsable de ne pas anticiper les transformations à venir. Sur ce point, les Radicaux valoisien^s accompagnent la démarche.

Mais une démarche de prospective n'est pas une démarche idéologique. Et c'est là que le bât blesse.

*

* *

Les Radicaux portent des valeurs clairement identifiées : la justice sociale, l'émancipation de l'individu, le contrat social.

Ces valeurs ne sont pas des abstractions. Elles s'incarnent, concrètement, dans des institutions. Et parmi ces institutions, la Fonction Publique occupe une place singulière : elle est le bras armé de l'égalité républicaine, le garant que le citoyen de Dunkerque et celui de Marseille, celui du XVI^{ème} arrondissement et celui d'une commune rurale de Normandie, accèdent aux mêmes droits fondamentaux : à l'éducation, à la santé, à la justice, à la sécurité.

Depuis Léon Bourgeois et le solidarisme qu'il a théorisé, les Radicaux défendent l'idée que la société est une dette mutuelle, que chaque individu doit à la collectivité ce qu'il a reçu d'elle. La Fonction Publique est l'expression institutionnelle de cette solidarité.

La remettre en question dans ses fondements, c'est attaquer le solidarisme lui-même. Nous ne pouvons l'accepter.

Les Radicaux sont réformistes par nature, par histoire, par tempérament. Nous ne sommes pas des conservateurs. Nous croyons que les institutions doivent évoluer avec leur temps, s'adapter aux besoins nouveaux, intégrer les transformations technologiques, l'intelligence artificielle en premier lieu, et répondre aux enjeux du vieillissement de la population.

Sur tout cela, la réflexion est bienvenue, nécessaire, urgente.

Mais réformer ne signifie pas détruire.

Et la méthode choisie par le gouvernement trahit une intention que nous ne pouvons cautionner. Demander d'emblée « Faudra-t-il encore des fonctionnaires sous statut ? » ou « Faut-il maintenir l'unicité de la fonction publique ? » n'est pas de la prospective ouverte. C'est poser des conclusions avant d'avoir mené le débat. C'est une consultation dont les conclusions sont déjà écrites.

Parce que les Radicaux sont attachés à la défense des citoyens contre les pouvoirs, ils préfèrent l'ordre de la loi à l'autorité des chefs.

C'est précisément le rôle du statut de la Fonction Publique : protéger l'agent public, et donc le citoyen qu'il sert, contre les pressions politiques, les logiques de court terme, les arbitraires de l'autorité. Remettre le statut en cause, c'est fragiliser l'indépendance des agents. C'est, in fine, fragiliser l'État de droit lui-même.

La laïcité est un élément central de la conception de la République dont les Radicaux sont les gardiens. Or la laïcité de l'État, sa neutralité, son impartialité, son égale distance vis-à-vis de tous les intérêts, repose sur la laïcité de ses agents. Un fonctionnaire sous statut est un fonctionnaire protégé des pressions privées, des intérêts sectoriels, des lobbys. Contractualiser massivement la fonction publique, c'est exposer le service public à des logiques étrangères à l'intérêt général. Nous y sommes fermement opposés.

Il y a dans cette « Revue stratégique » un angle mort qui en dit long sur ses priorités réelles : la question du pouvoir d'achat des agents publics est absente. Pas un mot sur les grilles salariales, pas un mot sur le point d'indice, pas un mot sur les difficultés de recrutement que connaissent déjà l'Hôpital, l'Éducation nationale, la Police.

L'amélioration du système français de protection sociale, l'attention portée aux plus défavorisés et la justice fiscale sont des exigences d'une véritable politique de progrès. On ne construira pas la fonction publique de 2035 avec des agents démoralisés, sous-payés, qui fuient vers le privé.

La réforme sans revalorisation n'est pas une réforme : c'est un plan d'économies déguisé.

Le gouvernement veut travailler « dans une logique Grenelle ». Soit.

Mais un Grenelle dont les deux premières organisations syndicales (CGT et Force ouvrière) boycottent l'ouverture, ce n'est pas un Grenelle. C'est une consultation de façade. Les Radicaux sont pour la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité et la justice sociale.

Ces valeurs impliquent un dialogue social authentique, pas un dialogue sélectif avec les partenaires les plus accommodants.

Nous appelons le gouvernement à reprendre la copie : reformuler les questions de façon réellement ouverte, réintégrer la question des rémunérations dans le périmètre des travaux, et recréer les conditions d'une participation syndicale large.

La Fonction Publique de demain ne se construira pas sans ceux qui la font vivre aujourd'hui.

Les Radicaux valoisien seront vigilants. Réformer la République avec la République, pas contre elle.

Samuel Roullé
Secrétaire National
Parti Radical Valoisien